



Législations relatives à l'utilisation professionnelle de produits phytopharmaceutiques dans les parcs, jardins, espaces publics et accessibles au public

Ce que l'utilisateur doit savoir

Octobre 2023



Avec le soutien de la



CRP - asbl CORDER
Croix du Sud 2-L7.05.03
1348 Louvain-la-Neuve
Tél: +32 (0) 10/47 37 54
www.corder.be/crphyto
crp@corder.be

Cette brochure fait le point et informe les gestionnaires professionnels d'espaces verts sur les législations relatives à l'utilisation des PPP en Région wallonne. Celles-ci, nombreuses et complexes, concernent tant la protection de la santé humaine que l'environnement.

En raison de la révision actuelle de certains textes légaux, les informations de ce guide sont susceptibles d'être prochainement modifiées. Pour consulter les toutes dernières modifications de la législation, consultez notre site web www.corder.be/crphyto.



1. Le CRP de l'asbl CORDER	4
2. Produits phytopharmaceutiques en Belgique	6
Approbation des substances actives	8
Autorisation des PPP	8
3. Application des PPP selon le lieu	9
Espaces publics	9
Espaces fréquentés par les groupes vulnérables	10
Espaces privés accessibles au public	11
Espaces privés	12
Zones Natura 2000	12
4. Analyses, diagnostic et conseils en pathologie végétale	14
5. Phytolice	15
6. Protection du milieu aquatique et de l'eau potable	17
Surfaces peu ou pas perméables	17
Zones tampons	18
Zones de prévention de captage	19
7. Manipulation des PPP	20
Avant l'utilisation	20
Choix du produit	20
Lecture de l'étiquette	23
Conditions météorologiques	24
Equipements de protection individuelle	25
Etalonnage et remplissage du pulvérisateur	26
Pendant l'utilisation	28
Après l'utilisation	29
Gestion du fond de cuve	29
Rinçage et nettoyage du matériel	29
Délai de rentrée	30
Elimination des déchets	31
Tenue des registres	33
Mesures supplémentaires pour les pulvérisateurs de plus de 20 litres	35
8. Stockage des PPP	36
9. Transport de PPP et déchets de PPP	39
10. Alternatives aux PPP	40
11. Adresses de contact	41
12. Liste des abréviations	44



1. Le CRP de l'asbl CORDER

Le CRP fait partie de l'asbl CORDER (Coordination Recherche et Développement Rural) qui a pour objectif de promouvoir les activités de coordination entre la recherche agronomique et les besoins du développement rural. L'asbl CORDER s'intègre donc dans une série de démarches visant à favoriser la **protection durable des végétaux en Wallonie**.

Instauré en 1992 et fort d'une expertise de plus de 30 ans, le Comité régional PHYTO constitue un organe **objectif** et indépendant d'**information** sur la **législation** et les **bonnes pratiques phytosanitaires** en Wallonie. Il vise à réduire les risques liés à l'usage des produits phytopharmaceutiques (PPP) en veillant à une utilisation responsable et raisonnée de ceux-ci.

Le CRP, entièrement financé par le Service public de Wallonie (SPW) Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, est établi au sein de l'Unité de santé végétale, Pôle Applied microbiology (ELIM) du Earth & Life Institute de l'UCLouvain et fait partie de la plateforme Agro-Louvain Services.

Pourquoi informer sur les PPP ?

Vu les évolutions du cadre législatif et les préoccupations de la société autour de l'utilisation des PPP, il est utile d'informer sur la législation et les bonnes pratiques phytosanitaires, l'objectif étant de diminuer les risques

Protéger la santé de tous y compris celle des utilisateurs et des consommateurs

Protéger la santé animale

Protéger l'eau, le sol, l'air et la biodiversité

Répondre aux exigences légales

liés à l'utilisation des PPP, synthétiques ou non, pour la santé humaine, animale, et pour l'environnement.

Le CRP en quelques mots...

Le CRP informe l'ensemble des utilisateurs de PPP sur :

- les actions entreprises en faveur d'une protection raisonnée et durable des végétaux ;
- les bonnes pratiques phytosanitaires permettant de limiter les risques ;
- les législations européennes, fédérales et régionales relatives aux PPP.

Le CRP est avant tout un **pôle de concertation multidisciplinaire** sur les pratiques phytosanitaires où se rencontrent, en toute indépendance, les différents acteurs et représentants des secteurs concernés par la problématique de la protection des végétaux et de l'environnement en vue d'évaluer objec-

tivement l'importance des questions relatives à la problématique « protection des cultures-environnement » et de définir une approche consensuelle pour la recherche de solutions appropriées. Organe véritablement pluraliste, le CRP rassemble et/ou interagit notamment avec :



Le CRP joue également le rôle d'interface entre les organismes représentant les différents secteurs agricoles et horticoles wallons (appelés « centres pilotes ») et le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement dans le cadre des « petites cultures » pour lesquelles des solutions phytosanitaires manquent.

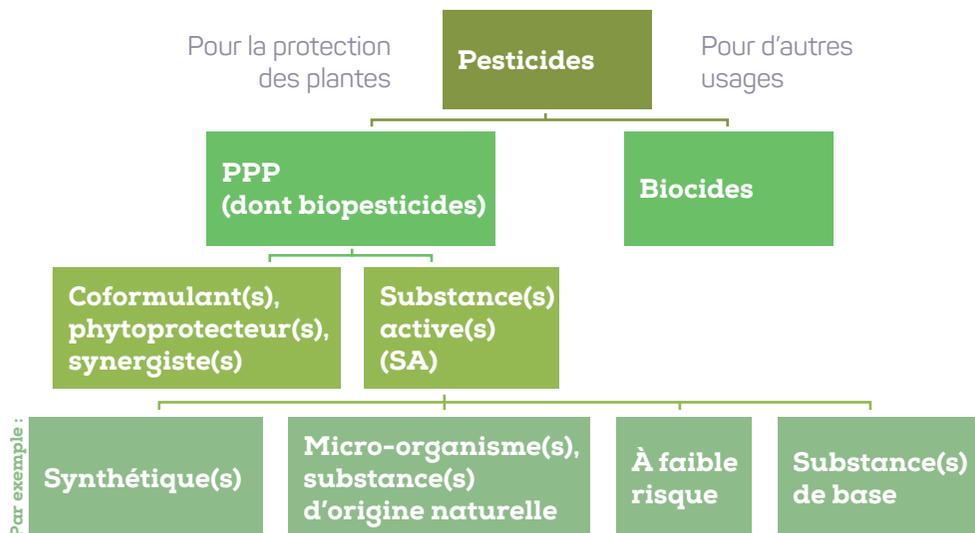
i Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto (CRP) pour consulter nos missions, nos publications, nos actualités, notre FAQ et obtenir d'autres informations concernant les PPP et la législation en vigueur.

2. Produits phytopharmaceutiques en Belgique

Largement utilisé dans le langage courant, le terme « **pesticides** » regroupe les PPP qui ont pour rôle la protection des plantes (y compris la destruction de plantes indésirables), mais aussi les **biocides**. Les **PPP** sont composés d'une ou plusieurs substance(s) active(s) (SA) qui peuvent être de différents types.

Les PPP sont donc des herbicides, des anti-mousses, des insecticides, des acaricides, des fongicides, des activateurs de défense de plantes, des nématicides...



La mise sur le marché, l'utilisation ainsi que la gestion des impacts des PPP sur la santé et l'environnement sont réglementées par plusieurs niveaux de pouvoir :



Règlement (CE)
N° 1107/2009

- Approbation des substances actives



AR 28/02/1994 et
autres AR

- Mise sur le marché des PPP
- Utilisation des PPP
- Conservation des PPP
- Impacts des PPP sur la santé humaine
- Contrôle technique du pulvérisateur



AGW et AM

- Protection de l'environnement vis-à-vis des PPP
- Protection des groupes vulnérables vis-à-vis des PPP
- Protection des espaces publics vis-à-vis des PPP
- Principes de conditionnalité des droits prime unique (DPU)

Plus d'infos sur...

www.secteursverts.be/preventagri (PreventAgri)
pour obtenir des informations concernant
les biocides, suivre

> « Biocides »

Ou sur...

www.biocide.be (SPF)
pour consulter la liste des biocides autorisés en
Belgique, suivre

> « Liste des biocides autorisés »



Règlements
(CE) N° 1107/2009 et
(UE) N° 540/2011

Approbation des substances actives

Les substances actives (SA) composant les PPP doivent être approuvées au niveau européen, tout comme les synergistes¹, les phytoprotecteurs² et les coformulants³. Les SA approuvées sont reprises dans une liste positive disponible en ligne.

Plus d'infos sur...

www.ec.europa.eu/food/plant/pesticides

(Commission européenne)

pour consulter la base de données des SA approuvées en Europe et dans les États membres, suivre

- > « EU Pesticides Database »
- > « Active substances »



AR 28/02/1994 et
AR 19/03/2013

Autorisation des produits

Les États membres de l'UE, dont la Belgique, délivrent ensuite les autorisations de mise sur le marché des produits commerciaux en s'appuyant sur la liste européenne des SA approuvées. Un produit ne peut être mis en vente sur le marché belge que s'il a été autorisé, après **évaluation** du dossier, par le Comité d'agrément. Ce dernier a été établi par le **SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement** et est composé de 12 membres, nommés par les Ministres ayant la Santé publique et l'Agriculture dans leurs attributions.

Tous les PPP autorisés en Belgique sont repris dans une base de données officielle régulièrement mise à jour sur le **site fédéral Phytoweb**. Seuls ces produits peuvent être utilisés en Belgique.

Chaque produit autorisé en Belgique a son **acte officiel d'autorisation** et reçoit un **numéro d'autorisation** qui lui est propre et qui se compose de trois à cinq chiffres et de lettres. Ces produits sont classés en différentes catégories selon qu'ils sont à usage professionnel (« P ») ou non professionnel (« G »). Le numéro d'autorisation permet également de distinguer le produit de référence belge (« /B ») du produit d'importation parallèle (« /P »).

Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto (CRP)

pour obtenir des informations concernant les PPP, suivre

- > « Autres utilisateurs professionnels »
- > « Produits phytopharmaceutiques et autres substances »

Ou sur...

www.phytoweb.be (SPF)

pour consulter en temps réel la liste officielle de tous les PPP autorisés en Belgique et leur acte d'autorisation, suivre

- > « Phytoprotection : consulter autorisations »
- > « Rechercher des produits phytopharmaceutiques »



**MANIPULATION
DES PPP (CHAP 7)**

¹ Renforcent l'activité de la (des) SA

² Suppriment ou réduisent les effets phytotoxiques des PPP sur la plante

³ Sont des substances n'étant ni une SA, ni un synergiste ni un phytoprotecteur

3. Application des PPP selon le lieu



Directive
2009/128/CE



AGW 24/03/2011,
AGW 11/07/2013 et
AGW 14/06/2018

En Wallonie, la législation relative à l'application des PPP varie selon l'espace qui doit être entretenu.

L'objectif est de **limiter l'exposition du grand public et des groupes vulnérables** (enfants, personnes malades, personnes âgées, femmes enceintes/allaitantes...) aux PPP. C'est pour cette raison qu'il est maintenant interdit de pulvériser tout PPP dans les lieux fréquentés par de tels publics.

Ces espaces doivent donc être identifiés et gérés par des alternatives non chimiques et des mesures préventives.



Les substances de base (vinaigre, sel de cuisine...) et les PPP d'origine naturelle (à base d'acide pélargonique, d'agents de biocontrôle...) sont également interdits dans les lieux où les PPP le sont.

Dans certains cas spécifiques, des dérogations sont possibles moyennant le strict respect de conditions d'application particulières et des mesures légales relatives à l'usage des PPP présentes dans ce guide (phytolicence, utilisation, stockage...).



Les mesures d'utilisation des PPP dans les espaces publics et fréquentés par le public/les groupes vulnérables devraient être prochainement modifiées.



Espaces publics

Depuis le 1^{er} juin 2019, l'application de tout PPP est **interdite** dans les espaces publics.

Un espace public est défini comme un *terrain faisant ou non partie du domaine public ou attaché à un bâtiment utilisé à une fin d'utilité publique, dont une autorité publique est propriétaire, usufruitière, emphytéote, superficière ou locataire et utilisé à une fin d'utilité publique.*

Par dérogation, certains herbicides peuvent toutefois être employés dans le strict respect du principe de la lutte intégrée, c'est-à-dire en les appliquant en dernier recours et en suivant les conditions d'usage suivantes :

• **Uniquement pour lutter contre :**

- Les chardons crépus (*Carduus crispus*), communs (*Cirsium lanceolatum*) et/ou des champs (*Cirsium arvense*) ;
- Les rumex crépus (*Rumex crispus*) et/ou à feuilles obtuses (*Rumex obtusifolius*) ;
- Les espèces considérées comme « exotiques envahissantes » ;

- **Le PPP ne peut pas être classé comme corrosif, toxique ou dangereux pour la santé.** Son étiquette ne peut donc pas mentionner l'un des pictogrammes suivants :



- **L'application de ces PPP** doit être très limitée et localisée. Elle se fait avec un pulvérisateur à lance ou à dos, par badigeonnage, par humectation ou par injection.

Espaces fréquentés par les groupes vulnérables

Depuis 2018, l'application de tout PPP est interdite dans les lieux accueillant des « publics vulnérables », qu'ils soient publics ou privés. Les groupes vulnérables correspondent aux nourrissons, aux enfants, aux adolescents, aux femmes enceintes et allaitantes, aux personnes malades, âgées et/ou handicapées. Plus particulièrement :



Il est interdit de pulvériser dans et à moins de 10 mètres des **aires de jeux** pour enfants et des **aires de consommation** de boissons et de nourriture, y compris leurs infrastructures ouvertes à l'extérieur (dans les limites foncières).



Il est interdit de pulvériser à moins de 50 mètres des **centres hospitaliers/hôpitaux**, établissements accueillant ou hébergeant des **personnes âgées/handicapées**/atteintes d'une pathologie grave, maisons et **établissements de santé** ou de réadaptation (dans les limites foncières).



Il est interdit de pulvériser dans les limites foncières des **établissements scolaires, internats, crèches** et tous autres espaces habituellement fréquentés par des enfants. Pendant les heures de fréquentation, il est également interdit de pulvériser à moins de 50 mètres de la limite foncière de ces lieux.

Toutefois, si cela est vraiment nécessaire et si un PPP est disponible, il peut être appliqué en dernier recours dans le cadre de la lutte contre les chardons nuisibles (le cirse des champs (*Cirsium arvense*), le cirse lancéolé (*Cirsium lanceolatum*), le chardon crépu (*Carduus crispus*) et le cirse des marais (*Cirsium palustre*)) ou contre les campagnols des champs (*Microtus arvalis*).



Espaces privés accessibles au public

Pour les espaces ne constituant pas des espaces publics mais étant fréquentés par le public comme les **parcs, jardins, terrains de sport et de loisirs** et tous les autres **espaces verts privés accessibles au public**, l'application de PPP est interdite depuis le 1^{er} juin 2018.

Toutefois, si cela est vraiment nécessaire et si un PPP est disponible, il peut être appliqué en dernier recours dans le cadre de la lutte contre les chardons nuisibles (le cirse des champs (*Cirsium arvense*), le cirse lancéolé (*Cirsium lanceolatum*), le chardon crépu (*Carduus crispus*) et le cirse des marais (*Cirsium palustre*)) ou contre les campagnols des champs (*Microtus arvalis*).

Dans ce cas, l'accès à la zone traitée est interdit aux personnes autres que celles chargées de l'application des produits pendant toute la durée du traitement et ce jusqu'à l'expiration, le cas échéant, du délai de rentrée défini dans l'acte d'autorisation du produit. Un affichage et un balisage de la zone traitée doivent donc être mis en place pour prévenir l'exposition du public :

- 1 La zone à traiter doit être clairement **délimitée, balisée** avant le traitement et jusqu'à la fin de la durée d'éviction du public ;
- 2 Une **affiche** interdisant l'accès au public
 - doit être exposée au minimum 24 heures avant le traitement jusqu'à la fin de la durée d'éviction du public, et est située à l'entrée ou à proximité de la zone à traiter, et
 - doit indiquer la date du traitement, le(s) produit(s) utilisé(s) et la durée d'éviction du public.



**ACCÈS INTERDIT
AUX PERSONNES NON AUTORISÉES**
du 04/05/2023 (9h) au 07/05/2023 (9h)

Cause(s)	Produit(s) utilisé(s)	Date(s) du traitement
Invasion de berces du Caucase	PHYTOPLUS (12345 P/B)	05/05/2023

Espaces privés

Pour les autres espaces privés, c'est-à-dire non accessibles au public ni fréquentés par les groupes vulnérables, comme les **jardins des particuliers**, l'utilisation de PPP reste **autorisée** pour autant que toutes les mesures légales relatives à l'utilisation de PPP (notamment reprises dans cette brochure) soient respectées.

Penser d'abord aux alternatives non chimiques

Depuis 2014, tout utilisateur de PPP à usage professionnel est tenu de respecter les principes de la **lutte intégrée** contre les ennemis des végétaux. La lutte intégrée encourage à la réduction de l'utilisation des PPP en combinant les différentes techniques alternatives non chimiques (désherbage mécanique/thermique/manuel, piégeage d'insectes...) et en utilisant éventuellement des PPP en dernier recours si cela est vraiment nécessaire.

La lutte intégrée repose sur :

- la prévention de l'apparition des maladies/ravageurs/adventices, comme par exemple l'utilisation de plantes adaptées aux conditions pédoclimatiques, une fertilisation optimale du sol, un aménagement adéquat et l'enherbement des espaces, le renforcement des organismes utiles... ;
- la surveillance des ennemis (avant de dépasser un niveau d'infestation critique) et ;
- une réflexion plus globale sur le programme de lutte le plus approprié.

Zones Natura 2000

L'utilisation de PPP dans les sites Natura 2000 et sites candidats au réseau Natura 2000 est aussi réglementée. Si le lieu à traiter n'est pas une culture, un bois ou une forêt, l'utilisation de tout **herbicide** est soumise à **autorisation préalable** du Département de la Nature et des Forêts.

Cette autorisation n'est pas nécessaire dans les cas suivants :

- Si les herbicides doivent être appliqués selon un plan de lutte mené/imposé par l'Autorité publique ;
- Si les herbicides sont sélectifs contre les orties, chardons et rumex et sont appliqués localement avec un pulvérisateur à lance ou à dos ;
- Pour l'entretien des clôtures électriques en fonctionnement, sur une largeur maximale de 50 cm de part et d'autre de la clôture.

Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto (CRP), suivre

- > « Autres utilisateurs professionnels »
- > « Utilisation et bonnes pratiques »
- > « Lieu d'application »

Ou sur...

www.biodiversite.wallonie.be (Région wallonne) sur les espèces exotiques envahissantes, suivre

- > « Invasives »

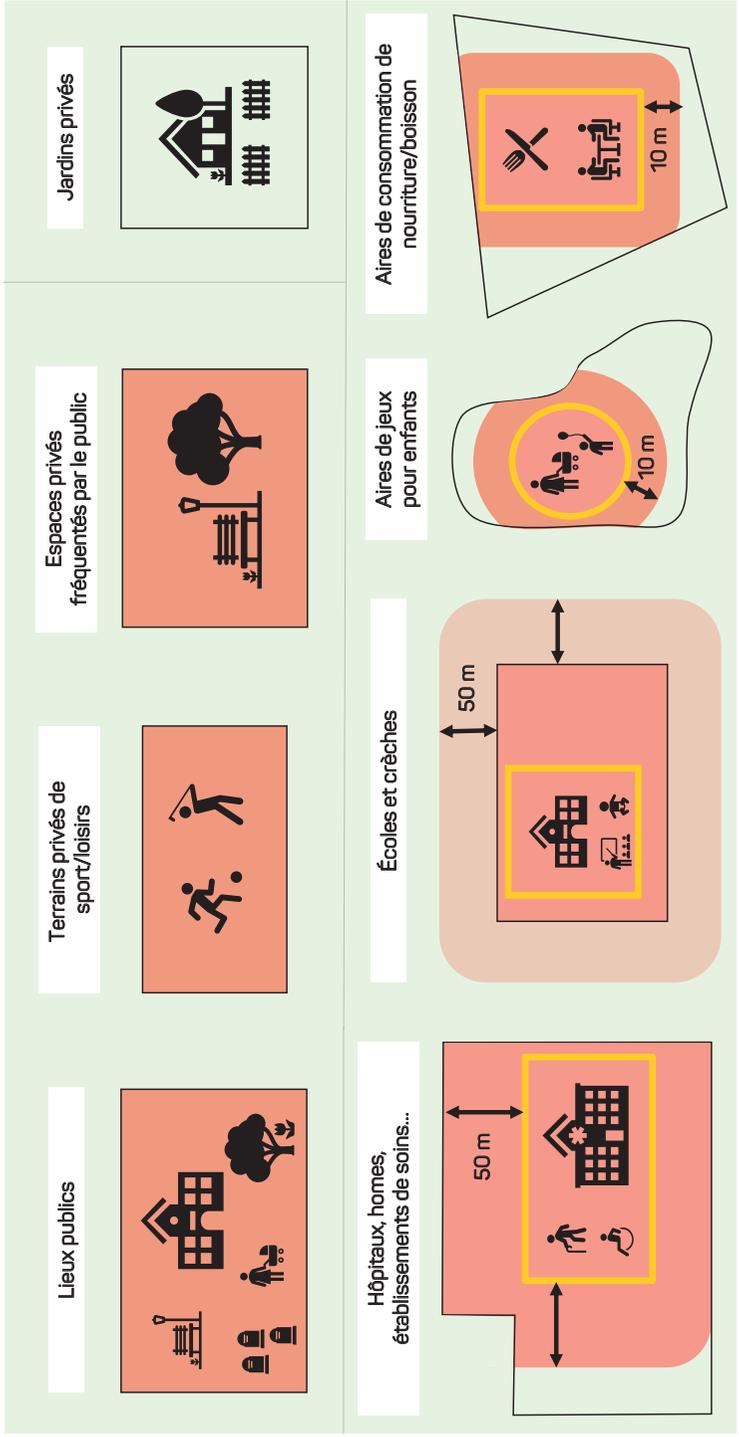
Ou sur...

www.adalia.be (Adalia 2.0) pour en savoir plus sur les alternatives aux PPP, suivre

- > « Gestion différenciée »



Résumé des espaces où l'application de PPP est interdite



- Application de PPP autorisée
- Application de PPP interdite
- Application de PPP interdite durant les heures de fréquentation
- Limite foncière
- Établissement/infrastructure

4. Analyses, diagnostic et conseils en pathologie végétale

Il est important d'**identifier la cause** exacte d'une anomalie ou pathologie végétale afin d'éviter d'employer ou de mettre en place une technique de lutte inadaptée. Observer les symptômes et les dégâts permet de savoir s'ils sont dus à un champignon, une bactérie ou un virus phytopathogène, à un insecte ou à un stress abiotique lié à des conditions environnementales défavorables. Cependant, dans certains cas, des analyses complémentaires doivent être réalisées. Disposer d'un conseil fondé sur une **expertise scientifique** est parfois nécessaire pour mettre en place la méthode de lutte la plus adaptée.

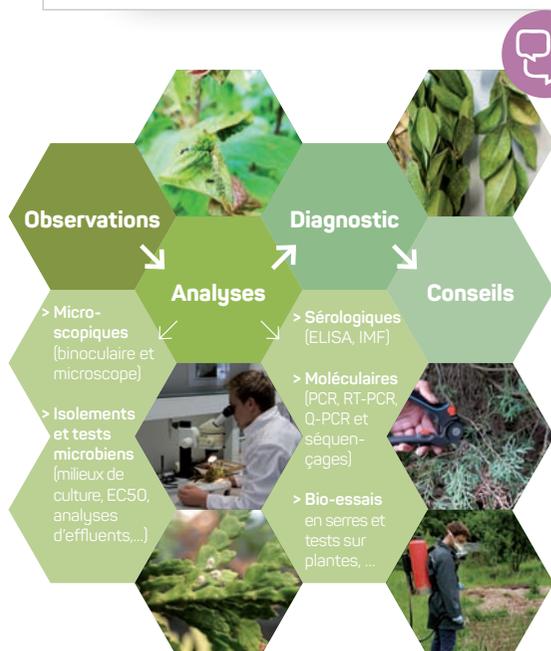
Ravageurs et champignons fréquents dans les jardins

La **pyrale du buis** est une chenille verte et noire qui dévore les buis depuis une dizaine d'années ; Les **cochenilles** (blanches, rouges ou marron) sont des insectes friands des plantes d'intérieur et d'extérieur ;

Les **acariens** peuvent s'avérer néfastes pour les haies et autres végétaux lorsqu'ils sont en trop grande concentration ;

Les **scolytes** sont connus pour leurs dégâts sur les épicéas ;

Des agents fongiques comme le **Cylindrocladium** sur les buis, la **Chalara** sur les frênes, l'**armillaire** sur une grande diversité d'espèces ligneuses, ou encore les **rouilles** et l'**oïdium** peuvent être observés également !



Depuis 1985, la **Clinique des plantes** de l'asbl CORDER réalise des analyses, pose des diagnostics et conseille les professionnels (du milieu agricole et des espaces verts) et les particuliers, en mettant l'accent sur les techniques de protection intégrées et durables des végétaux.

→ Contactez la Clinique des plantes au **010/47 37 52** ou par mail à l'adresse **cliniquedesplantes@uclouvain.be**

Plus d'infos sur...

www.corder.be/clinique (Clinique des plantes) pour demander un diagnostic, une analyse en laboratoire ou un conseil en pathologie végétale.

Ou sur...

www.appi.be (CORDER) pour vous aider à identifier les maladies, ravageurs, adventices et vous conseiller des techniques de lutte intégrée.





Directive 2009/128/CE

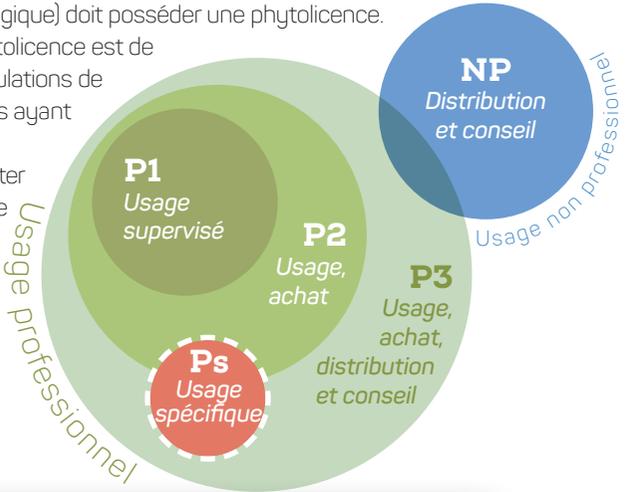


AR 19/03/2013

AGW 28/04/2016
et AM 24/05/2016

5. Phytolice

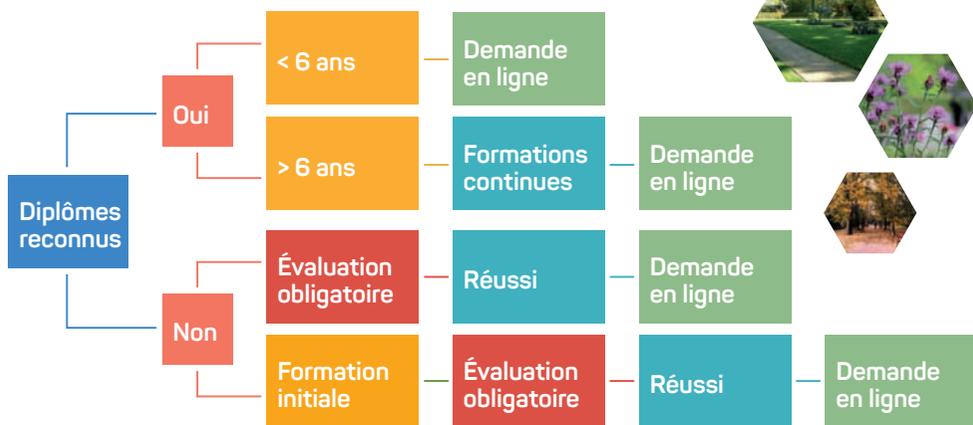
Depuis 2015, tout utilisateur, vendeur ou conseiller de PPP à **usage professionnel** (y compris les biopesticides ou les produits utilisables en agriculture biologique) doit posséder une phytolice. L'objectif de la phytolice est de réserver les manipulations de PPP aux personnes ayant les connaissances requises afin de limiter autant que possible les risques que peuvent présenter ces produits pour la santé humaine et animale, et pour l'environnement.



Cinq types de phytolice

- P1** « Assistant usage professionnel » : permet d'appliquer des PPP à usage professionnel sous l'autorité d'un détenteur d'une phytolice P2 ou P3.
- P2** « Usage professionnel » : autorise l'achat et l'utilisation des PPP à usage professionnel. Les détenteurs d'une P2 peuvent également réaliser des traitements chez une tierce personne.
- P3** « Distribution/conseil de produits à usage professionnel » : permet la vente, le conseil, l'achat et l'utilisation de PPP autorisés pour un usage professionnel. Les détenteurs d'une P3 ont un rôle d'information quant au danger que présentent les produits et aux précautions à prendre lors de l'utilisation, du stockage et du transport de PPP.
- NP** « Distribution/conseil de produits à usage non professionnel » : autorise la vente et le conseil de produits à usage non professionnel.
- Ps** « Usage professionnel spécifique » : est prévue pour les détenteurs d'une P2 ou d'une P3 qui doivent utiliser certains produits spécifiques dont l'acte d'autorisation indique que l'usage de ceux-ci est réservé uniquement aux personnes possédant ce type de phytolice.

Plusieurs cas de figure sont possibles pour **obtenir** sa phytolice.



La durée de validité de la phytolice est de **6 ans** à partir de la date d'obtention de celle-ci. Pour la **renouveler**, des modules de formation continue doivent être suivis durant cette période. Il s'agit de séances de minimum deux heures et le nombre de modules à suivre varie selon le type de phytolice.

Formations à suivre pour l'obtention ou le renouvellement de la phytolice

Phytolice	Formation initiale (obtention)	Formation continue (renouvellement)
P1	16 h	3 modules
P2	60 h	4 modules
P3	120 h	6 modules
NP	16 h	2 modules

Plus d'infos sur...

www.phytolice.be (SPF) pour accéder à votre compte en ligne, consulter la liste des diplômes reconnus pour la phytolice ou pour introduire votre demande de phytolice auprès du SPF Santé Publique

Ou sur...

www.corder.be/phytolice (Cellule Phytolice) pour consulter l'agenda des formations initiales et continues en Wallonie, suivre
> « Renouvellement »
> « Agenda des formations »

Ou sur...

www.phytolice.be (SPF) pour consulter la liste actualisée des substances concernées par la Ps, suivre
> « Phytolice Ps »



Contactez la cellule Phytolice de l'asbl CORDER via phytolice@corder.be ou au **010/47 37 54** entre 9h et 16h.



Directives 2000/60/
CE et 2009/128/CE



AR 19/03/2013



AGW 12/02/2009,
AGW 11/07/2013 et
AGW 16/05/2019

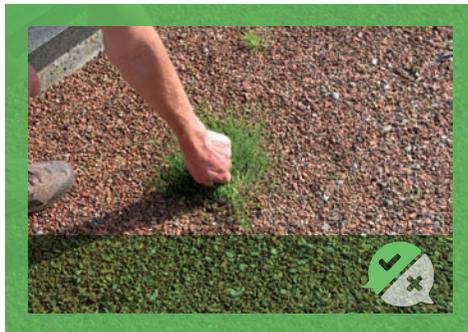
6. Protection du milieu aquatique et de l'eau potable

Lors de l'application d'un PPP, plusieurs mesures sont à respecter pour protéger les eaux de surface et souterraines, et donc préserver la qualité de la ressource en eau ainsi que les organismes qui y vivent.

Surfaces peu ou pas perméables

Les surfaces pavées, asphaltées, bétonnées, stabilisées ou couvertes de dolomies, graviers ou ballast sont regroupées sous le terme de « terrains revêtus non cultivables » (TRNC). Plus particulièrement, il s'agit des **trottoirs, cours, accotements, allées, voiries...**

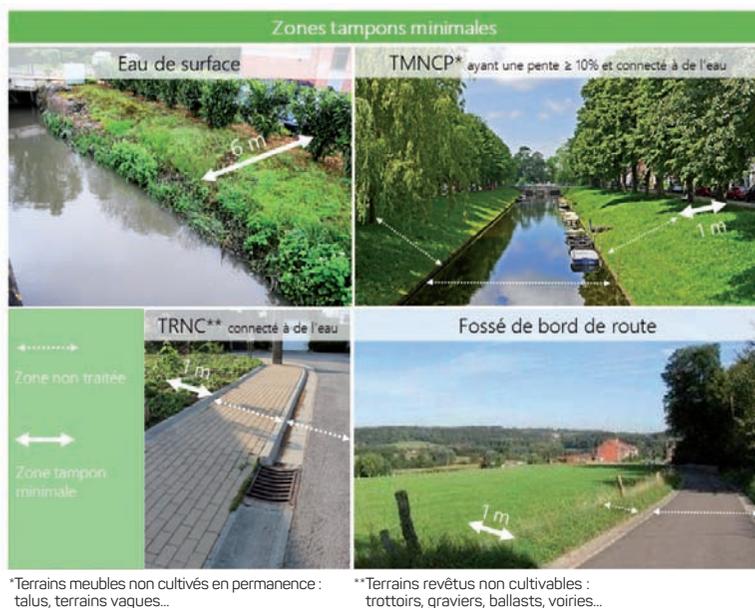
Ces surfaces sont propices au ruissellement, ce qui augmente le risque de contamination des eaux. C'est pourquoi, si le TRNC est relié à un réseau de collecte des eaux pluviales (rigoles, avaloirs...) ou à une eau de surface (cours d'eau, étang...), la pulvérisation de PPP et de substances de base sur cette zone et à moins d'un mètre est **interdite**.



Zones tampons

La zone tampon (ZT) est une **bande de terrain non traitée** dans le but de protéger les eaux et organismes aquatiques des PPP contenus dans la brume de pulvérisation. Sa largeur est la distance minimale à respecter entre la buse du pulvérisateur et la zone à protéger.

À proximité d'un plan d'eau (ruisseau, étang, mare, fossé humide, canal de drainage...) ou d'une surface sujette au ruissellement des eaux vers les eaux de surface, l'utilisateur est tenu de respecter les ZT définies par la législation wallonne. On parle de « **ZT minimale** ».



Une « **ZT spécifique** » est également définie pour chaque PPP autorisé en Belgique suite à l'évaluation du risque du produit pour les organismes aquatiques. La zone tampon spécifique est indiquée sur l'étiquette du produit. Selon l'endroit et le produit utilisé, la largeur de la zone tampon varie.

**PENDANT
L'UTILISATION
(CHAP 7)**



La règle est toujours d'appliquer la ZT la plus large, qu'il s'agisse de la ZT minimale ou de la ZT spécifique en fonction du PPP utilisé. Même avec l'utilisation d'un dispositif de réduction de la dérive, la largeur de la ZT ne pourra jamais être inférieure à la ZT minimale.

Dans cette zone tampon minimale, il est toutefois autorisé d'utiliser un herbicide uniquement pour le traitement limité et localisé par pulvérisateur à dos ou à lance, par injection, par humectation ou par badigeonnage contre les rumex (*Rumex crispus* et *Rumex obtusifolius*), chardons (*Carduus crispus*, *Cirsium lanceolatum* et *Cirsium arvense*) et espèces considérées comme « exotiques envahissantes ».

Zones de prévention de captage

Pour protéger les ressources wallonnes en eau potable, des zones de prévention sont actuellement définies autour des captages d'eau lorsque cette eau est destinée à la production d'eau de distribution.

Trois zones sont définies autour des captages :

→ la zone de prise d'eau (Zone I) :

zone située à une distance de **10 mètres** autour des limites extérieures des installations de surface nécessaires à la prise d'eau. La pulvérisation et le stockage de PPP y sont interdits ;

→ la zone de prévention rapprochée (Zone IIa) :

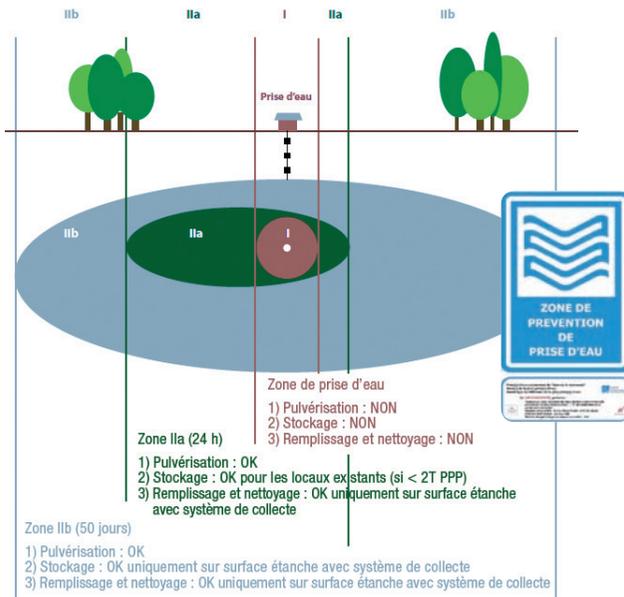
zone à l'intérieur de laquelle une pollution transportée par les eaux souterraines pourrait atteindre le captage en moins de 24 heures (25 à 35 m). L'implantation de nouveaux locaux aériens de stockage de plus de 100 L est interdite ;

→ la zone de prévention éloignée (Zone IIb) :

zone à l'intérieur de laquelle une pollution transportée par les eaux souterraines pourrait atteindre le captage en moins de 50 jours (100 à 1 000 m).

La mise en place de ces zones de prévention a un impact sur le stockage des PPP ainsi que sur la préparation de la bouillie, la pulvérisation et sur le nettoyage du pulvérisateur.

PENDANT L'UTILISATION (CHAP 7) STOCKAGE DES PPP (CHAP 8)



Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto (CRP), suivre

- > « Autres utilisateurs professionnels »
- > « Environnement »
- > « Protection du milieu aquatique »

Où sur...

www.protecteau.be (PROTECT'eau), suivre

- > « Eau »
- > « Zones de prévention »

Où sur...

www.geoportail.wallonie.be/walonmap (Région wallonne) pour savoir si une zone se situe en zone de captage, tapez l'adresse et sélectionnez

- > « Ajouter des données »
- > « Nature environnement »
- > « Eau »
- > « Captage » et « Protection des captages »

7. Manipulation des PPP



Règlements
(CE) N° 1272/2008,
(CE) N° 1107/2009 et
(UE) N° 547/2011



AR 28/02/1994

Avant l'utilisation

Pendant

Après

Choix du produit

Si vous vous trouvez dans un espace où l'application d'un PPP est autorisée et que tous les moyens préventifs et alternatifs de lutte ont été mis en œuvre dans le respect de la **lutte intégrée**, le recours à l'utilisation de PPP peut être envisagé.

Seuls les produits autorisés en Belgique peuvent être utilisés, c'est-à-dire ceux portant un **numéro d'autorisation belge**. Seules les personnes munies d'une phytoliceance ont accès à l'achat et à l'utilisation de produits réservés à un usage professionnel, et ce, dans le cadre de leur activité professionnelle uniquement.

➤ Sur base de quels critères puis-je choisir un produit ?

Lors du choix du produit, il est nécessaire de sélectionner un produit qui soit **adapté aux circonstances** : type et stade des adventices, période de l'année...



Danger	Classification SGH	
Physico-chimique	 SGH01 Explosif	 SGH02 Inflammable
	 SGH03 Comburant	 SGH04 Gaz sous pression
Pour la santé	 SGH05 Corrosif	
	 SGH06 Toxicité aiguë	 SGH07 Nocif ou irritant
	 SGH08 Danger pour la santé	
Pour l'environnement	 SGH09 Dangereux pour l'environnement	

Il est également important de tenir compte de la **dangerosité** du PPP et du lieu dans lequel il va être appliqué (jardin privé avec des enfants, lieux de passage...). Pour connaître la dangerosité d'un produit, il suffit de regarder le(s) pictogramme(s) de danger et les phrases de risques (« Éviter de respirer les brouillards »...) sur l'étiquette du produit. Les produits ayant le moins de pictogrammes et de phrases de risques sont donc à privilégier.

Produits à faible risque et substances de base

→ **Produits à faible risque** : Les substances qu'ils contiennent ne sont pas corrosives, toxiques, cancérogènes, mutagènes, perturbatrices du système endocrinien et ne sont pas persistantes dans l'environnement.

Exemples : des produits à base de phosphate de fer (anti-limaces), de certains éliciteurs⁴ ou encore de certains agents de biocontrôle...

→ **Substances de base** : Certaines substances peuvent être utilisées comme des PPP alors qu'elles ne sont pas initialement commercialisées comme telles, à condition qu'elles soient autorisées pour des conditions spécifiques d'usage (dosage, préparation, plante et ennemi visés). Elles sont autorisées car elles ne sont pas intrinsèquement capables de provoquer des effets neurotoxiques, immunotoxiques ou perturbateurs du système endocrinien.

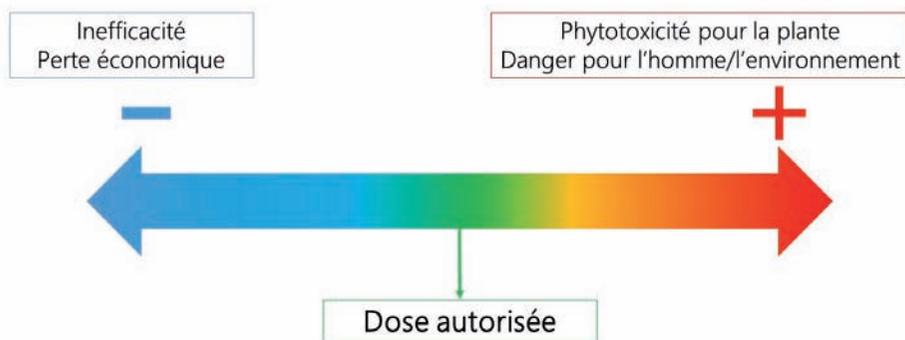
Exemples : la bière, l'huile de tournesol, les décoctions de prêles ou d'orties, le saccharose, le lactosérum et le vinaigre...

Ces deux types de produits doivent être spécifiquement autorisés pour l'usage envisagé et doivent figurer sur Phytoweb.

⁴ Molécules qui stimulent les défenses naturelles des végétaux

➤ À quoi faut-il faire attention ?

Tout utilisateur de PPP est tenu de strictement respecter les **conditions spécifiques d'utilisation** du produit qui sera pulvérisé (dose, fréquence et stade d'application, plante à traiter, organisme ciblé...). Ces conditions d'usage ont été établies sur base d'évaluations de risques par des experts belges. Elles permettent d'assurer l'efficacité du produit mais aussi d'éviter les problèmes de phytotoxicité sur la plante, d'assurer la protection de la santé de l'applicateur et celle d'autrui ainsi que l'environnement.



➤ Où trouver les informations ?

Ces informations utiles sont disponibles sur le **site officiel Phytoweb** (mises à jour régulières) ou sur l'étiquette du produit.

Plus d'infos sur...

www.phytoweb.be (SPF)

pour consulter en temps réel la liste officielle de tous les PPP autorisés en Belgique, y compris les substances de base et les produits à faible risque, et leurs conditions d'utilisation, suivre

- >> « Phytoprotection : consulter autorisations »
- >> « Rechercher des produits phytopharmaceutiques »



**AUTORISATION
DES PRODUITS (CHAP 2)**
**APPLICATION DES PPP
SELON LE LIEU (CHAP 3)**
LECTURE DE L'ÉTIQUETTE (CHAP 7)



Fin 2022, les conditions d'usage des herbicides belges à base de **glyphosate** ont été fortement modifiées. Il est possible que l'étiquette du bidon acheté avant cette date ne soit plus à jour. Plus d'informations sur www.phytoweb.be pour savoir si l'utilisation du produit est encore possible.



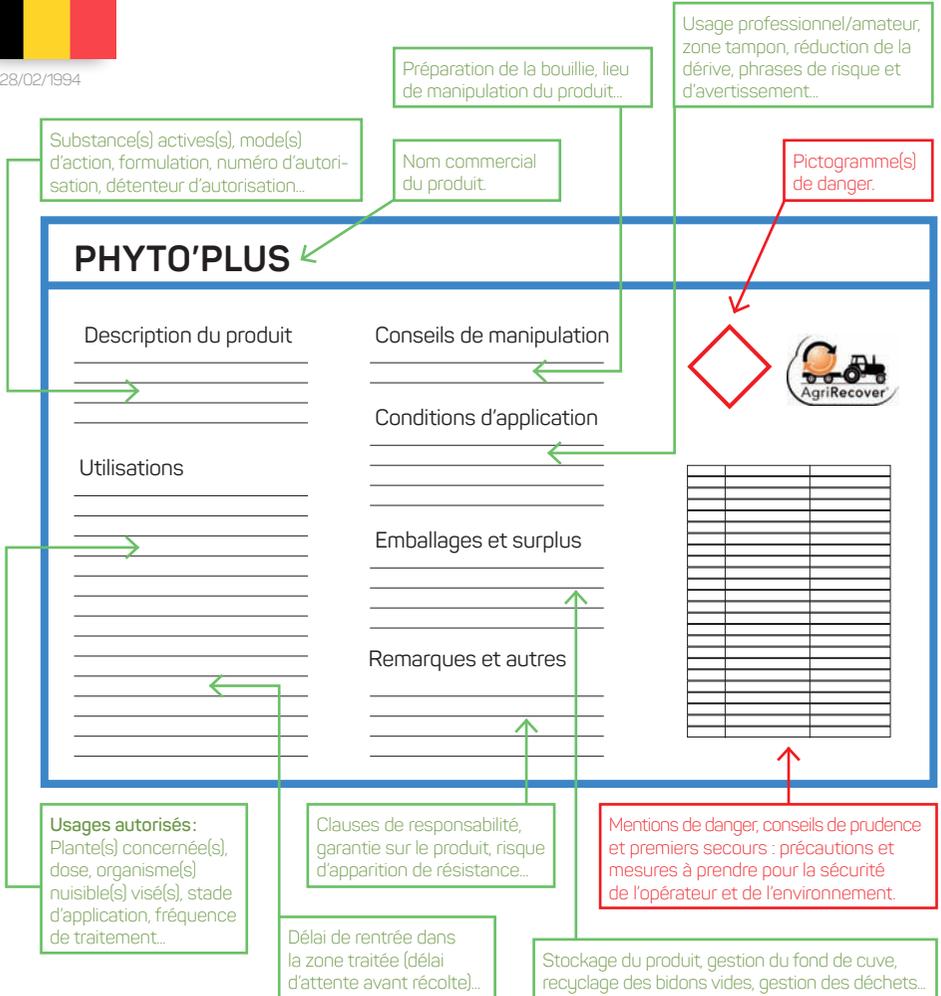
Règlements
(CE) N° 1107/2009 et
(UE) N° 547/2011



AR 28/02/1994

Lecture de l'étiquette

L'étiquette d'un PPP comporte un certain nombre de **mentions et d'instructions** obligatoires relatives au produit et à son utilisation (composition, dosage, nombre d'applications, plante cible, ennemi visé, mesures de protection pour l'applicateur et l'environnement...). Sa lecture est donc primordiale avant toute manipulation et application d'un PPP.



Il est interdit de modifier l'emballage ou l'étiquette d'origine d'un produit ou de le reconditionner. Le produit doit impérativement rester dans son emballage d'origine. L'étiquette doit toujours rester lisible et attachée à l'emballage.



Directive
2009/128/CE



AGW 14/06/2018

Conditions météorologiques

Les facteurs météorologiques peuvent influencer **l'efficacité** du PPP. La combinaison de ces facteurs détermine le moment le plus opportun pour la pulvérisation et empêche les problèmes de phytotoxicité, de lessivage et de dérive de pulvérisation, ce qui permet de protéger la santé et l'environnement.

Les quatre facteurs à prendre en compte lors de l'application d'un produit sont les suivants :



L'application ne peut débuter que si la vitesse du **vent est inférieure ou égale à 20 km/h**. Ceci est obligatoire depuis le 28 septembre 2018 afin de limiter la dérive de produit hors de la zone traitée.



L'**hygrométrie** (humidité relative de l'air) doit se situer entre **60%** et **95%** pour assurer une bonne efficacité du traitement.



La **température** d'application idéale est comprise entre **5°C** et **20°C**.



L'**absence de pluie** dans les heures suivant la pulvérisation est importante pour éviter le lessivage du produit et le ruissellement hors du lieu de traitement vers les points d'eau à proximité (avaloir, égout...) ou encore vers les eaux de surface et souterraines.



**LECTURE DE L'ÉTIQUETTE
(CHAP 7)**



AR 23/02/1994 et
AR 19/03/2013

Équipements de protection individuelle

La manipulation de produits concentrés ou dilués présente des risques pour l'applicateur (projections, éclaboussures et inhalation). Il est essentiel de prendre un **maximum de précautions** pour protéger l'applicateur (peau, voies respiratoires, yeux...). Il est donc primordial de porter des équipements de protection individuelle (EPI) lors de toute manipulation de PPP.

Les EPI nécessaires sont spécifiés soit sur l'étiquette du produit, soit sur son acte d'autorisation disponible sur le site Phytoweb, soit sur sa fiche de données de sécurité.

i Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto
(CRP), suivre

- > « Autres utilisateurs professionnels »
- > « Santé »
- > « Protection de l'utilisateur de PPP »

Ou sur...

www.secteursverts.be
(PreventAgri), suivre

- > « Kits sécurité »
- > « Guide des équipements phyto (EPI) »

Ou sur...

www.phytotrans.be
(PhytoTrans) pour consulter les fiches de données de sécurité des PPP autorisés en Belgique (sans inscription), mentionner

- > Soit le n° d'autorisation du PPP
- > Soit le nom commercial du PPP



En cas de contact cutané ou par inhalation avec un PPP avec des symptômes tels que maux de tête, vertiges, nausées, contactez un médecin. En cas d'ingestion d'un PPP, contactez le centre antipoisons au :

- **070/245 245** (disponible gratuitement 24h/24 et 7j/7) ou au

- **02/264 96 30** (tarif normal) ou votre médecin.

En cas d'urgence vitale, composez le numéro unique d'urgence 112.





Directive
2009/128/CE



AR 13/03/2011 et
AR 19/03/2013



AGW 11/07/2013 et
AGW 14/06/2018

Étalonnage et remplissage du pulvérisateur

Dans le cadre de la protection de la santé et de l'environnement, le matériel utilisé pour l'application de PPP doit être **adéquat, bien réglé et en bon état**. Même si les pulvérisateurs à dos⁵ ou à lance⁶ sont exemptés du contrôle technique obligatoire, il faut veiller au bon entretien de votre matériel de pulvérisation. Depuis le 1^{er} janvier 2019, la dérive du produit doit être réduite de 50% minimum. Pour ces pulvérisateurs, des **cônes ou cloches** peuvent être montés à l'extrémité de la lance.



Étalonner le matériel de pulvérisation permet de limiter les erreurs de dosage dues au matériel ou à l'applicateur (vitesse d'avancement différente...).

Le meilleur des produits peut avoir une efficacité très décevante si ce dernier n'est pas utilisé à la bonne dose. Cet exercice doit être réalisé pour chaque couple opérateur/pulvérisateur qui sera utilisé durant la saison.



• Étalonnage du pulvérisateur à dos :

- Verser **1 litre d'eau** dans le pulvérisateur à dos ;
- Épandre toute l'eau sur une surface sèche et mesurer cette **surface (mètres carrés)** ;
- Calculer le **volume d'eau en litres épanchés à l'hectare** :

$$\text{Volume étalonné (l/ha)} = \frac{1 \times 10\,000}{\text{Surface couverte (m}^2\text{)}}$$

• Étalonnage du pulvérisateur à lance :

- Régler le pulvérisateur à la pression de pulvérisation habituelle ;
- Remplir la cuve avec quelques litres d'eau ;
- Mesurer le **volume total éjecté pendant 1 minute** de pulvérisation à l'aide d'un récipient gradué ;
- Épandre de l'eau sur une surface sèche pendant 1 minute afin de former un rectangle et mesurer cette **surface (mètres carrés)** ;
- Calculer le **volume d'eau en litres épanchés à l'hectare** :

$$\text{Volume étalonné (l/ha)} = \frac{\text{Volume appliqué en 1 minute (l)} \times 10\,000}{\text{Surface couverte en 1 minute (m}^2\text{)}}$$

⁵ Appareils qui, en usage normal, peuvent, du fait de leurs caractéristiques, être portés par une seule personne.

⁶ Appareils disposant de maximum deux porte-buses montés au bout d'une lance dont la direction et l'orientation du jet sont assurés par l'opérateur.

• Calcul de la dose et remplissage du pulvérisateur

Après l'étalonnage du pulvérisateur, le calcul de la dose (volume de bouillie) est une étape également très importante car elle va permettre d'appliquer la dose exacte de produit et d'éviter un fond de cuve trop important. La dose doit être calculée avec précision sur base de la surface à traiter.

Le calcul de la dose peut être réalisé comme suit :

- Connaître la **surface à traiter (mètres carrés)** ou la mesurer ;
- Connaître la **dose de produit autorisée** en lisant l'étiquette ou en consultant l'acte d'autorisation sur le site Phytoweb (= l/ha ou kg/ha ou kg/hl) ;
- Calculer le **volume d'eau à mettre dans le pulvérisateur** (volume total de bouillie qu'il faut préparer) :

$$1 \text{ l/ha} = 10 \text{ ml/100 m}^2$$

$$\text{Volume d'eau (l)} = \frac{\text{Surface à traiter (m}^2\text{)} \times \text{Volume étalonné (l/ha)}}{10\,000}$$

- Calculer la **quantité de produit à mettre dans l'eau** du pulvérisateur :

$$\text{Quantité de PPP (l ou kg)} = \frac{\text{Dose autorisée (l/ha ou kg/ha)} \times \text{Surface à traiter (m}^2\text{)}}{10\,000}$$

Ou

$$\text{Quantité de PPP (l ou kg)} = \text{Dose autorisée (kg/100 l ou l/100 l)} \times \text{Volume d'eau (l)}$$

Pour traiter efficacement une **surface de S mètres carrés** avec un produit autorisé à la **dose D l/ha ou kg/ha ou kg/hl**, l'applicateur qui s'est étalonné devra mettre **V litres d'eau** dans la cuve du pulvérisateur avec **Q litres ou kilogrammes de produit**.

Afin de protéger l'environnement, il est vivement recommandé que la préparation de la bouillie et le remplissage du pulvérisateur se fassent sur la **surface qui va être traitée** ou **sur une aire enherbée** plane pour éviter les « pertes ponctuelles » (attention lors de l'utilisation d'herbicides totaux ou d'anti-graminées). Ne pas oublier de porter les EPI adéquats lors de ces opérations.

Tout utilisateur de PPP doit **rincer immédiatement et abondamment les bidons vides** avec de l'eau claire. Il est recommandé d'ajouter cette eau de rinçage à la bouillie et de prendre en compte ce volume ajouté dans le calcul de la quantité d'eau nécessaire pour la préparation de la bouillie. Sinon, cette eau de rinçage inutilisée sera à traiter comme un fond de cuve.



Si votre pulvérisateur a une capacité de **plus de 20 litres**, des mesures supplémentaires doivent être respectées.

**MESURES SUPPLÉMENTAIRES
POUR LES PULVÉRISATEURS
DE PLUS DE 20 LITRES
(CHAP 7)**



**GESTION DU FOND
DE CUVE (CHAP 7)**



Directive
2009/128/CE



AR 19/03/2013



AGW 11/07/2013,
AGW 14/06/2018 et
AGW 16/05/2019

Avant

Pendant l'utilisation

Après

L'application de PPP dans de bonnes conditions optimise l'efficacité du traitement et limite les risques d'intoxication de l'applicateur et du public, ainsi que la pollution de l'environnement (météo, réduction de la dérive, port des EPI...).

S'il est autorisé de pulvériser la zone que vous souhaitez traiter, il faut également respecter des **zones non traitées** :

- À moins de 50 mètres de la limite foncière des **espaces accueillant des enfants pendant les heures de fréquentation** de ces lieux ;
- À proximité des **eaux de surface** et autres surfaces directement connectées à de l'eau (zone tampon d'une largeur suffisante) ;
- À moins d'1 ou de 3 mètre(s) des **habitations** ou de toute autre surface ne devant pas être traitée, selon que la pulvérisation est dirigée vers le sol ou non (recommandation).

Check-list : Respect des zones non traitées à proximité de certains lieux

- Lieux fréquentés par des enfants, pendant les heures de fréquentation*
50 m
- Zones de captage d'eau*
10 m
- Eaux de surface*
6 m minimum
- Terrains perméables et imperméables reliés aux égouts, avaloirs, filets d'eau...*
1 à 3 m minimum
- Habitations
1 à 3 m
- Surfaces non traitées
1 à 3 m

* Ces mesures sont obligatoires.



Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto
(CRP), suivre

- > « Autres utilisateurs professionnels »
- > « Utilisation et bonnes pratiques »
- > « Avant la pulvérisation »



**APPLICATION SELON
LE LIEU (CHAP 3)
PROTECTION DU MILIEU
AQUATIQUE (CHAP 6)**



AR 28/02/1994 et
AR 19/03/2013

Avant

Pendant

Après l'utilisation

Lors de la manipulation du fond de cuve ainsi que durant les opérations de rinçage et de nettoyage du matériel de pulvérisation, il est important que les eaux contaminées par les PPP ne deviennent pas une source de pollution de l'environnement et ne représentent pas un risque pour la santé humaine et animale. L'applicateur doit continuer à porter les EPI adéquats durant ces étapes.



Si votre pulvérisateur a une capacité de **plus de 20 litres**, des mesures supplémentaires doivent être respectées.

**MESURES SUPPLÉMENTAIRES
POUR LES PULVÉRISATEURS
DE PLUS DE 20 LITRES
(CHAP 7)**



Gestion du fond de cuve

Une fois la bouillie appliquée, il ne devrait pas y avoir de fond de cuve dans le pulvérisateur si la quantité nécessaire de produit a été précisément calculée. Si ce n'est pas le cas, ce fond de cuve peut être pulvérisé sur la zone traitée après l'avoir **dilué 10 fois** au minimum.



Rinçage et nettoyage du matériel

Le matériel de pulvérisation doit être rincé et nettoyé **après chaque utilisation**.

Il est recommandé de rincer la cuve du pulvérisateur avec **1/10^e d'eau** par rapport à son volume total (par exemple : 2 litres d'eau de rinçage pour un pulvérisateur d'une capacité de 20 litres). Les eaux de rinçage doivent être appliquées **sur la zone traitée** ou **une surface enherbée**, loin des zones sensibles (eaux de surface, habitations et zones fréquentées). Cette opération doit être idéalement répétée **3 fois** afin de bien laver la cuve et la tuyauterie du pulvérisateur et ainsi, éviter d'appliquer un mélange de plusieurs types de PPP lors de la prochaine utilisation. N'oubliez pas de brosser les buses pour empêcher leur obstruction.

Le rinçage externe du pulvérisateur a lieu au même endroit.

Le **rinçage des EPI** doit également être réalisé après chaque utilisation et de préférence sur une zone plane, enherbée, loin des zones sensibles.

Il est vivement recommandé d'ensuite **se laver les mains** à l'eau claire et au savon.

i Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto (CRP),
suivre

- > « Autres utilisateurs professionnels »
- > « Utilisation et bonnes pratiques »
- > « Après la pulvérisation »



AR 19/03/2013

Délai de rentrée

Avant de pénétrer à nouveau dans la zone qui a été traitée, il convient d'attendre que la bouillie soit sèche. En l'absence d'information mentionnée sur l'étiquette ou dans l'acte d'autorisation du produit, il est conseillé de respecter les délais suivants :



6 heures

Produits appliqués à l'**extérieur** (délai minimal)

8 heures

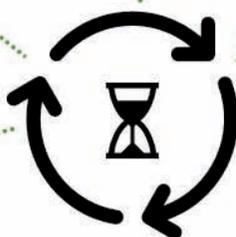
Produits appliqués à l'**intérieur**, après ventilation (produits de stockage, sous serres..)

48 heures

Produits ayant au moins une phase de risque :

H317 «Peut provoquer une **allergie cutanée**»

H334 «Peut provoquer des **symptômes allergiques** ou d'**asthme** ou des **difficultés respiratoires par inhalation**»



24 heures

Produits ayant au moins une phase de risque :

H315 «Provoque une **irritation cutanée**»

H318 «Provoque de **graves lésions des yeux**»

H319 «Provoque une **sévère irritation des yeux**»

© CRP - asbl CORDER



**LECTURE DE
L'ÉTIQUETTE
(CHAP 7)**





AR 19/03/2013



AERW 09/04/1992

Élimination des déchets

En Wallonie, les emballages vides de PPP (même correctement rincés) et les produits phytopharmaceutiques non utilisables (PPNU) sont considérés comme des déchets dangereux. C'est pourquoi, ils doivent être collectés et traités par des organismes agréés.

AgriRecover est l'organisme agréé pour la collecte des déchets de PPP à usage professionnel en Belgique. Les utilisateurs professionnels doivent déposer leurs déchets dangereux dans les différents centres de collecte et sont fortement incités à le faire durant les campagnes de collecte d'AgriRecover.



Brûler des emballages de PPP dégage des fumées toxiques pour l'homme et l'environnement. Enfouir ces emballages ou les abandonner dans la nature peut entraîner des risques de pollution des sols, des eaux de surface ou souterraines. Ces pratiques sont interdites. Les déchets dangereux contaminés par des PPP doivent être recyclés par des organismes agréés et non jetés dans la poubelle ménagère ou dans le sac bleu PMC.

• Produits phytopharmaceutiques non utilisables (PPNU)

Les PPNU regroupent les produits dont l'autorisation a été retirée, dont le délai d'utilisation est dépassé, dont l'état est altéré ou dégradé (gel, précipitation...) ou encore sur lesquels il y a une incertitude (étiquette illisible ou absente).

Il est conseillé de prendre régulièrement le temps de vérifier l'état de son stock de PPP afin d'identifier les PPNU et de les **séparer** dans l'armoire ou le local phyto en attendant la prochaine campagne de collecte des PPNU qui a lieu les **années impaires**.



La législation interdit la détention de PPP n'étant pas/plus autorisés en Belgique ou dont l'autorisation n'est plus valide.

• Emballages vides de PPP

Une fois **rincés et séchés**, les bidons vides de PPP doivent être conservés dans un emballage fermé réservé à cet effet (**sac AgriRecover** disponible au point de vente). Il est primordial de respecter les recommandations faites par AgriRecover afin de séparer les fractions rincées et non rincées. Les emballages vides sont collectés **chaque année** lors de la campagne de collecte.



TENUE DES REGISTRES (CHAP 7)
STOCKAGE DES PPP (CHAP 8)

Emballages vides de PPP

Emballages primaires (en contact avec le PPP)

Emballages secondaires (sans contact avec le PPP)

Matières rinçables

Bidons rinçés 3 x, secs et non écrasés

Matières non rinçables

Feuilles d'aluminium, cartons souillés, EPI, scellage bouchons

Bouchons



Boîtes en carton propres et ficelées



Séparés



Filière conventionnelle de recyclage

i Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto (CRP), suivre

- > « Autres utilisateurs professionnels »
- > « Stockage et traçabilité »
- > « Gestion des déchets »

Ou sur...

www.agrirecover.eu (AgriRecover) pour connaître les points de collecte des emballages vides et des PPNU dans votre région et pour toute information sur les collectes

Ou sur...

www.phytoweb.be (SPF) pour être informé continuellement des retraits de produits, suivre et s'inscrire
> « Newsletter »



Directive
2008/98/CE et
Règlement
(CE) N° 1107/2009



AR 19/03/2013



AERW 09/04/1992,
AGW 13/06/2013 et
AM 04/03/2014

Tenue des registres

Afin d'assurer la traçabilité des PPP utilisés, les gestionnaires professionnels d'espaces verts doivent tenir à jour deux registres.

1 Registre d'utilisation de PPP

La législation européenne impose à chaque utilisateur professionnel la tenue d'un registre reprenant toutes les utilisations de PPP. Il est recommandé de compléter le registre d'utilisation de PPP dès le traitement achevé.

• Dans les espaces publics

Si des PPP sont utilisés sous dérogation dans les espaces publics, le registre d'utilisation doit être tenu à jour et doit comporter les informations suivantes :

- Numéro de phytolice de l'applicateur
- Date et heure du traitement
- Code identifiant le lieu
- Localisation de la zone traitée
- Type de surface ou plantes à protéger
- But du traitement/organisme combattu
- Nom complet du PPP et numéro d'autorisation
- Bonnes pratiques appliquées
- Surface traitée
- Dose appliquée (par m² ou ha)
- Matériel utilisé

L'année, le nom du responsable de service et son numéro de phytolice doivent aussi y figurer.



Ce registre d'utilisation dans les espaces publics doit être envoyé
chaque année au plus tard le 31 janvier à l'Administration wallonne :
registre.pesticides.dgarne@spw.wallonie.be



**APPLICATION SELON
LE LIEU (CHAP 3)**

Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto (CRP)
pour télécharger le formulaire de registre
d'utilisation à déclarer annuellement par
les gestionnaires d'espaces publics,
suivre

> « Boîte à outils »

• Dans les autres espaces verts

Pour les gestionnaires autres que ceux d'espaces publics, le registre d'utilisation doit être conservé pendant **3 années au moins**. Voici un exemple de registre d'utilisation :

Date* : / /2023

Nom/prénom du client/société* :

Lieu de pulvérisation* :

Produits utilisés :

N°	Nom du PPP*	Dose*	Zone/plante traitée*	Ennemi visé*	Autre(s) remarque(s) utile(s)
1					
2					
3					

Nom/prénom du client/société* : A. Dupont

Lieu de pulvérisation* : Rue des Blanchés fleurs, 12 - 0956 Bois-de-Vert

Produits utilisés :

N°	Nom du PPP*	Dose*	Zone/plante traitée*	Ennemi visé*	Autre(s) remarque(s) utile(s)
1	PHYTOPLUS	1,5 l/ha	Talus	Dicotylées annuelles	Superficie traitée : 20 ares
2					
3					

*Ces informations sont obligatoires.

2 Registre des emballages vides et PPNU

Considérés comme des déchets dangereux en Région wallonne, les emballages vides de PPP et les PPNU doivent également être enregistrés par tout utilisateur professionnel de PPP. Ce registre doit être conservé pendant **5 années minimum**.

Pour les emballages vides, le registre peut être remplacé par les **attestations remises par AgriRecover**.

Pour les PPNU, le registre doit au moins mentionner le nom de chaque produit, la quantité restante (estimée) et la date d'enregistrement (déclassement du produit) et être joint aux attestations remises par AgriRecover.



Si votre pulvérisateur a une capacité de **plus de 20 litres**, des mesures supplémentaires doivent être respectées.

**MESURES SUPPLÉMENTAIRES
POUR LES PULVÉRISATEURS
DE PLUS DE 20 LITRES
(CHAP 7)**

i Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto (CRP),

- suivre
- > « Autres utilisateurs professionnels »
 - > « Stockage et traçabilité »
 - > « Tenue des registres »



Directive
2009/128/CE



AR 13/03/2011



AGW 11/07/2013 et
AGW 11/04/2019

Mesures supplémentaires pour les pulvérisateurs de plus de 20 litres

Si votre pulvérisateur a une capacité de plus de 20 litres, des mesures légales supplémentaires doivent être respectées afin de protéger l'environnement et la ressource en eau.

- Pulvérisateur en ordre de **contrôle technique** (autocollant) (sauf s'il s'agit d'un pulvérisateur à lance) ;
- **Opérations de manipulation des PPP** (remplissage, rinçage et nettoyage du matériel de pulvérisation) à réaliser obligatoirement sur la zone à traiter/traitée, sur une surface plane enherbée ou sur une aire étanche et résistante mécaniquement et chimiquement aux PPP (répondant à des exigences légales particulières) ;
- **Déclaration annuelle** à l'Administration régionale concernant le lieu de manipulation des PPP ;
- **Aménagements et équipements obligatoires** selon le lieu de manipulation des PPP ;
- **Dilution du fond de cuve** au 100° sur la surface traitée ;
- Tenue d'un **registre de gestion des effluents phytopharmaceutiques** (eaux contaminées par les PPP).



i Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto (CRP)
pour télécharger le formulaire de
déclaration annuelle de gestion des
effluents phytos, suivre

> « Boîte à outils »

Ou sur...

www.protecteau.be (PROTECT'eau)
pour toute information sur
le remplissage, le rinçage et
le nettoyage d'un gros pulvérisateur
ainsi que la gestion des effluents
phytos, suivre

> « Mes pratiques agricoles »

> « Pulvérisation »



Règlement
(CE) N°1107/2009,
Directives
2000/60/CE et
2009/128/CE



AR 28/02/1994 et
AR 19/03/2013



AGW 13/06/2013

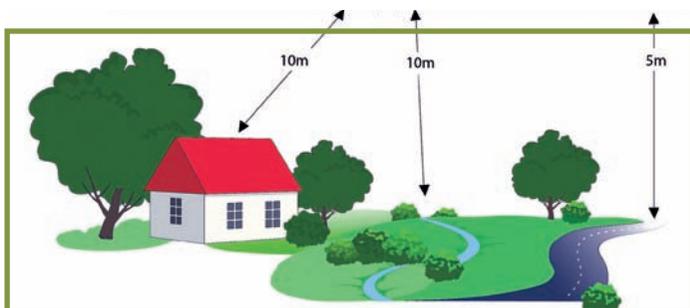
Système d'extinction des incendies adapté et conforme aux prescriptions du service incendie, et accessible depuis la voie publique pour le service d'incendie.

8. Stockage des PPP

Tous les PPP à usage professionnel doivent être stockés dans un espace approprié et **dédié à cet usage** (armoire ou local phyto). Le dispositif de stockage doit être agencé pour assurer une **bonne conservation des produits** et être en **bon état de propreté et d'entretien**.

Afin de préserver les ressources en eau potable, des zones particulières sont définies autour des captages d'eau : **l'implantation** d'un nouveau dispositif de stockage de PPP de plus de 100 L est interdite à proximité d'un captage d'eau (zone IIa). En zone IIb, le local doit être obligatoirement construit avec une surface imperméable équipée d'un système de collecte. De plus, le local/armoire phyto (de plus de 25 kg de PPP) doit se trouver à plus de 10 mètres des habitations et d'une eau de surface et à plus de 5 mètres de la voie publique. Le dispositif de stockage ne peut pas être en communication directe avec un local d'habitation (séparation physique par un couloir au minimum).

Le dispositif de stockage doit répondre aux exigences suivantes :

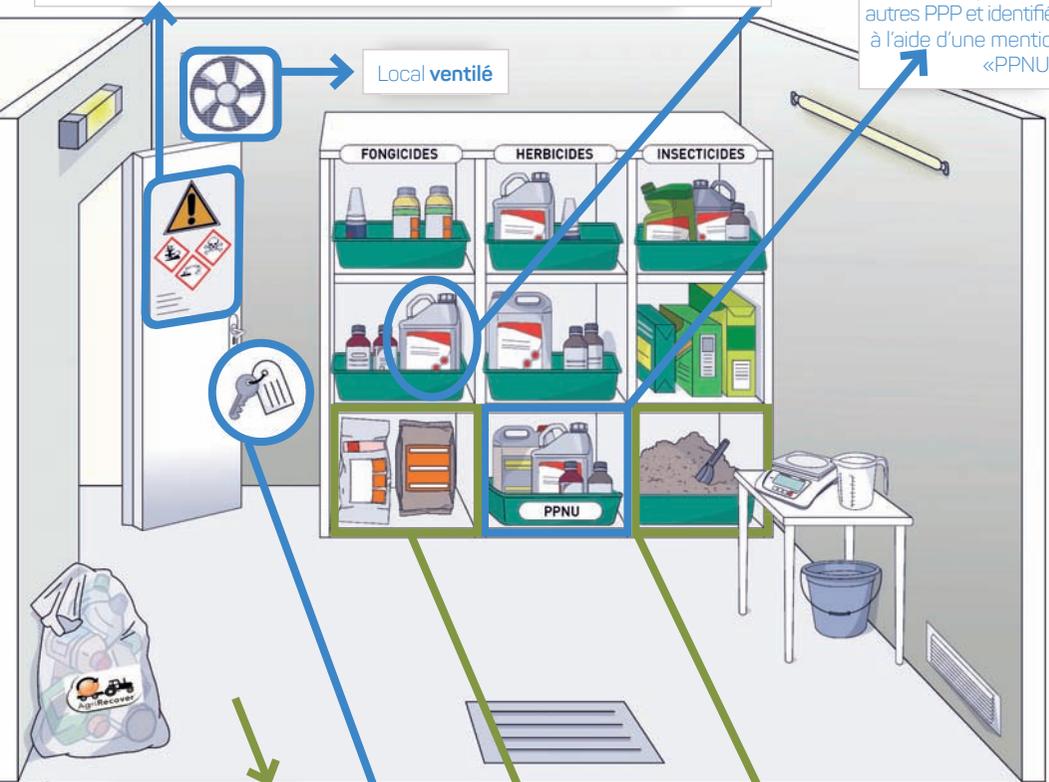




- **Affiche sur la porte** avec la mention «accès interdit aux personnes non autorisées» et l'identité, le numéro de phytolicence et les coordonnées du gestionnaire du local ou de l'armoire.
- **Accès réservé aux titulaires de phytolicence** P1, P2 ou P3 ou toute personne accompagnée par un titulaire d'une telle phytolicence.
- **Gestion réservée aux titulaires de phytolicence** P2 ou P3.

PPP autorisés en Belgique dans leur emballage et étiquette d'origine.

PPP Non Utilisables (PPNU) séparés des autres PPP et identifiés à l'aide d'une mention «PPNU».



Local ventilé

Local fermé à clé

Le sol assure la **stabilité** des récipients de stockage et des conditionnements.

Matières absorbantes présentes dans le dépôt ou à proximité immédiate.

Le local de stockage est conçu de manière à assurer une **rétention efficace** par un dispositif étanche et résistant à la corrosion (bac, caillebotis, bordure au sol...). La capacité du bac de rétention doit satisfaire à deux conditions cumulatives :

- être égale ou supérieure au volume du plus grand conditionnement ;
- être au moins égale au 1/4 du volume total des PPP liquides stockés.

Pour tout dispositif de stockage

Pour tout dispositif de ≥ 25 kg



La **fiche de données de sécurité** de chaque produit contient des informations supplémentaires sur ses caractéristiques physico-chimiques ainsi que les mesures à prendre en cas d'incendie ou de dispersion accidentelle. Ces fiches doivent être conservées, idéalement en dehors du dispositif de stockage.

Selon la quantité de PPP présents, un **permis d'environnement** peut se révéler nécessaire.

Quantité de PPP dans le local/armoire	< 25 kg	≥ 25 kg jusqu'à < 5 000 kg
Permis d'environnement	X	Classe 3
Durée de validité	X	10 ans max.

Ce local/cette armoire peut servir au stockage d'autres produits à condition qu'ils ne soient pas destinés à l'alimentation humaine ou animale, ne soient pas des médicaments, ne présentent pas de danger d'incendie ou d'explosion et soient rangés séparément sur des étagères distinctes de manière à éviter tout contact direct avec les PPP.

Les PPNU doivent être clairement identifiés dans le local/l'armoire de stockage et placés à l'écart du reste des PPP, sous peine d'une sanction lors d'un contrôle.

Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto (CRP)
pour consulter la brochure « Guide pour la mise aux normes des locaux de stockage », suivre
> « Boîte à outils »

Ou sur...

www.secteursverts.be/preventagri (PreventAgri)
pour prendre rendez-vous avec un conseiller qui peut réaliser gratuitement une visite dans votre exploitation et vous aider à mettre votre local de stockage en ordre, suivre
> « Visite en exploitation »

Ou sur...

www.protecteau.be (PROTECT'eau),
suivre
> « Mes pratiques agricoles »
> « Stockage »
> « Stockage des produits phytos »

Ou sur...

www.phytotrans.be (PhytoTrans)
pour consulter les fiches de données de sécurité des PPP autorisés en Belgique (sans inscription), mentionner

- > Soit le n° d'autorisation du PPP
- > Soit le nom commercial du PPP





ADR et Directive
2008/68/CE

9. Transport de PPP

Transport de PPP et de bouillies



AR 28/06/2009

Lors du transport par route d'une quantité modérée de bidons de PPP⁷ ou de bouillies de pulvérisation dans le cadre d'une activité professionnelle, les dispositions suivantes doivent être prises pour éviter les renversements et fuites de produits dans le véhicule :



AERW 09/04/1992 et
AGW 23/05/2019

- Utiliser des bidons en bon état, bien fermés et dans leur emballage d'origine ;
- Placer les bidons et/ou le pulvérisateur dans des bacs de rétention arrimés (sangles, attaches...).

Il est recommandé de bien ventiler le véhicule. Réaliser sa bouillie sur le lieu du traitement permet de limiter les risques de déversement/fuite d'un pulvérisateur rempli à ras bord.

Transport des emballages vides de PPP et des PPNU

Pour transporter par route les déchets dangereux de type bidons vides de PPP et PPNU vers un centre de collecte, il faut :

- Vérifier que les déchets et emballages ne présentent pas de risque de fuites dans le véhicule ;
- Disposer les sacs AgriRecover dans un bac de rétention arrimé au véhicule ;
- Utiliser un moyen de transport adapté et assurer la stabilité du chargement ;
- Réaliser le transport des déchets vers le point de dépôt le jour précis de la collecte ;
- Effectuer le transport pour votre propre compte uniquement.



⁷ Ne pas excéder 450 kg (PPP solides) ou litres (PPP liquides) par emballage, en considérant avec attention :

1) le groupe d'emballage du PPP (3, 2, 1 et 0 selon les prescriptions de l'ADR, et consultable sur la fiche de données de sécurité) et
2) en respectant la quantité maximale totale transportable de produit pur par trajet (1000, 333, 20 voire 0 kg (ou litres) selon les prescriptions de l'ADR).

10. Alternatives aux PPP

L'entretien des espaces verts peut être géré durablement par des méthodes non chimiques, même pour des endroits où l'usage de PPP est encore autorisé. L'impact sur l'environnement et sur la santé humaine est ainsi fortement réduit.

La mise en place de mesures préventives comme l'implantation de plantes indigènes et adaptées, ou d'un apport nutritif optimal permet, dans certains cas, d'éviter l'apparition de maladies. Dans les espaces publics par exemple, l'enherbement des chemins et l'aménagement d'espaces fleuris ne demandera plus de gestion des mauvaises herbes.

Dans d'autres cas, il faudra agir lorsque le problème sera présent mais des solutions simples existent. La taille et le brûlage des parties de la plante infestées par une maladie ou un insecte ravageur permettront par exemple de s'en débarrasser facilement. Le brossage mécanique, l'eau chaude ou la pulvérisation d'eau à haute pression désherbera les surfaces imperméables.



**APPLICATION SELON
LE LIEU (CHAP 3)**



De manière générale, les mélanges « faits maison » préconisés sur internet ou les « recettes de grand-mère » pour lutter contre un ennemi des plantes sont à considérer avec précaution.

- L'utilisation de **savon noir** est interdite.
- Le **sel de cuisine**, le **sel de déneigement** et l'**eau de Javel** ne peuvent pas être utilisés pour désherber des trottoirs ou allées.
- Les **pièges à phéromones d'insectes**, considérés comme des PPP, ne peuvent pas être utilisés dans les espaces publics ni dans les espaces privés accessibles au public et aux groupes vulnérables. Seuls les pièges ayant pour rôle de surveiller la présence d'un ravageur (et qui ne sont donc pas des PPP) sont utilisables dans ces contextes.



Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto (CRP)
pour s'informer sur la protection durable des végétaux, suivre

- > « Autres utilisateurs professionnels »
- > « Protection durable des végétaux »

Ou sur...

www.adalia.be (Adalia 2.0)
pour en savoir plus sur les techniques alternatives, suivre

- > « Gestion différenciée »

11. Adresses de contact

Pour toute information utile, voici différentes adresses de contact.



Croix du Sud, 2 L705.03
B-1348 Louvain-la-Neuve
Bâtiment Kellner, aile D, étage 0
+32 (0)10/47 37 54
info@corder.be - www.corder.be

Plusieurs cellules, une seule asbl !



Bénéficiez de l'expertise de la Clinique des Plantes pour diagnostiquer, analyser, et vous conseiller en matière de **phytopathologie** afin d'assurer la santé et la vitalité de vos plantes.

✉ cliniquedesplantes@uclouvain.be

Vous souhaitez vous informer sur la **législation** et les bonnes pratiques phytosanitaires en Wallonie ? Le CRP (anciennement Comité régional PHYTO) se tient à votre disposition pour y répondre.

✉ crp@corder.be



Faites appel à la cellule **phytolice** pour toutes les informations concernant la phytolice : obtention, renouvellement, statut, etc.

✉ phytolice@corder.be

Notre cellule de recherche étudie l'utilisation des PPP dans les différents secteurs d'activités en Wallonie, et développe des **indicateurs** de risque liés à ces utilisations.

✉ eqpp@corder.be





Adalia 2.0

Rue Nanon 98
5000 Namur
081/39 06 19
info@adalia.be
www.adalia.be



AgriRecover

Boulevard Auguste Reyers 80
1030 Bruxelles
02/238 98 56
info@agrirecover.eu
www.agrirecover.eu



Aquawal

Avenue de Stassart 14-16
5000 Namur
081/25 42 30
info@aquawal.be
www.aquawal.be



Association des Entrepreneurs de jardins de Belgique AEJB-VBTA

0495/50 63 84
central@bfg-fbep.be
www.bfg-fbep.be



Association des Établisse- ments Sportifs AES

Allée du Bol d'Air 13-Bte 2
4031 Angleur
04/336 82 20
info@aes-asbl.be
www.aes-asbl.be



Association francophone belge de golf AFGOLF

Rue Roy de Blocquy laan 15-Bte 003
1933 Sterrebeek
02/679 02 20
info@afgolf.be
www.afgolf.be



Canopea

Boulevard E. Mélot 5-Bte 12
5000 Namur
081/39 07 50
info@canopea.be
www.canopea.be



Centre Antipoisons

070/245 245
www.centreatipoisons.be



Centre d'Essais Horticoles de Wallonie CEHW

Chemin des serres 14
7802 Ormeignies
068/28 11 60
cehw@cehw.be
www.cehw.be



Centre technique horticole de Gembloux CTH

Chemin de la Sibérie 4
5030 Gembloux
081/62 52 30
info@cthgx.be
www.cthgx.be



Centre wallon de Recherches Agronomiques CRA-W

Rue de Liroux 9
5030 Gembloux
081/ 87 40 01
info@cra.wallonie.be
www.cra.wallonie.be



Fédération belge des Entrepreneurs Paysagistes BFG-FBEP

Zuidstationstraat 32
9000 Gent
09/224 03 11
contact@bfg-fbep.be
www.bfg-fbep.org



Fédération Wallonne Horticole FWH

Chaussée de Namur 47
5030 Gembloux
081/62 73 10
fwh@fwhnet.be
www.fwhnet.be



Greenkeepers' Association of Belgium GAB

Rue du Châtelet 62
1495 Villers-la-Ville
0475/77 05 58
christophe@rigenee.be
www.greenkeepersbelgium.be



PreventAgri

Rue du Rabiseau 3
6220 Fleurus
065/61 13 70
info@secteursverts.be
www.secteursverts.be



PROTECT'eau

Avenue de Stassart 14-16
5000 Namur
081/72 89 92
info@protecteau.be
www.protecteau.be



SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement

Avenue Galilée 5-Bte 2
1210 Bruxelles
02/524 97 97
www.health.belgium.be



SPW - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement

Département de la Nature et des Forêts (DNF)
Avenue du Prince de Liège 15
5100 Namur (Jambes)
081/33 58 07

Direction de la Nature et des Espaces Verts

Avenue du Prince de Liège 7
5100 Namur (Jambes)
081/33 51 60



SPW - Mobilité et Infrastructures

Département des infrastructures locales
Boulevard du Nord 8
5000 Namur
081/77 27 11



Union Ardennaise des Pépiniéristes UAP

Place de la Foire 10
6840 Neufchâteau
061/61 24 60
uap@uap.be
www.uap.be



Union des Villes et Communes de Wallonie

Rue de l'Étoile 14
5000 Namur
081/24 06 11
commune@uvcw.be
www.uvcw.be

Plus d'infos sur...

www.corder.be/crphyto
(CRP) pour consulter les adresses
de contact d'organismes professionnels, suivre

- > « Boîte à outils »
- > « Contacts utiles »

12. Liste des **abréviations**

AERW	Arrêté de l'Exécutif régional wallon
AGW	Arrêté du Gouvernement wallon
AM	Arrêté ministériel
AR	Arrêté royal
CE	Commission européenne
CORDER	Coordination recherche et développement rural
DG	Direction générale
ELIM	Earth & Life Institute - Applied microbiology
EPI	Équipement de protection individuelle
Ha	Hectare
L	Litre
Kg	Kilogramme
M(²)	Mètre (carré)
N°	Numéro
PPNU	Produit phytopharmaceutique non utilisable
PPP	Produit phytopharmaceutique
SA	Substance active
SGH	Système général harmonisé
SPF	Service public fédéral
SPW	Service public de Wallonie
TMNCP	Terrain meuble non cultivé en permanence
TRNC	Terrain revêtu non cultivable
UE	Union européenne
ZT	Zone tampon



**Ont contribué à la mise à jour
de cet ouvrage :**

- Claude Bragard
- Laurence Janssens
- Thomas Boumal
- Eugénie Coninck
- Marie Lacroix
- Juliette Laloux



Le CRP

vous conseille et vous informe :

Croix du Sud 2-L705.03
1348 Louvain-la-Neuve
Tél. : +32 (0)10/47 37 54
crp@corder.be

Visitez notre site Internet :
www.corder.be

Et notre page Facebook

